

NOUVELLES BREVES

MacDonald en Russie.

MacDonald, transnationale de la “ mal bouffe ” est aussi une entreprise de choc pour ce qui est du non respect des droits des employés, la direction manifestant une véritable phobie face à toute tentative de constitution d’une organisation syndicale. Les employés du Mac Do de Moscou en ont fait récemment l’expérience.

En 10 ans, MacDonald a ouvert 50 restaurants dans la Fédération de Russie, pratiquant une politique de salaires nettement supérieurs à la moyenne, la contre partie étant que les employés soient dociles et corvéables à merci. Mais après le krach d’août 1998 (où le rouble s’effondre littéralement face au dollar), la direction ramène unilatéralement les salaires (à l’époque de 200 à 300 \$ US) à 100 \$ US, ce qui fait un salaire horaire de 0,57 \$ (autour de 6 FF). Un petit nombre d’employés du MacDo de Moscou décident alors de constituer un syndicat et revendiquent non seulement une augmentation du salaire horaire, mais aussi la signature d’une convention collective, la semaine de 40 heures, le versement d’indemnités en cas de maladie, en un mot, le respect de leurs droits élémentaires. Du jour au lendemain, les employés syndiqués se retrouvent en butte à mille vexations et réprimandes, l’objectif de la direction étant de rendre la vie impossible à ces “gêneurs”. Mais les employés ont décidé de ne pas céder. Une plainte devant les tribunaux a été déposée par un des membres du syndicat. Et cette année, le 9 octobre, ils se sont associés à la journée internationale de lutte contre la transnationale. Dans leur action, ils sont soutenus par la *Fédération internationale des travailleurs de l’alimentation*. A la Douma, à l’initiative de A.Isaev, responsable de la *FNPR* élu député, une commission d’enquête a été formée pour déterminer dans quelle mesure la transnationale viole la législation du travail en Russie.

Mobilisation et grève d’avertissement à l’usine Avtovaz (Togliatti).

Sur la Volga, à Togliatti, se trouve la plus grosse usines de voitures de Russie, avec plus de 100 000 travailleurs. Face au syndicat majoritaire, qui, au moins au niveau de sa direction, est le partenaire et l’interlocuteur privilégié de la direction, s’est constitué, avec beaucoup de difficultés, le syndicat *Edinstvo* (“ Unité ”), aujourd’hui fort de 2800 membres. *Edinstvo* est un des rares nouveaux syndicats qui tout en assurant une défense au quotidien des travailleurs dans les ateliers de l’usine, s’est engagé dans différentes mobilisations à l’échelle du pays : présent lors du piquet des mineurs devant la Maison Blanche durant l’été 1998, il est aujourd’hui partie prenante des mobilisations contre la réforme du Code du travail.

En septembre, *Edinstvo* a lancé une série d’actions : outre des revendications sur les salaires (augmentation des barèmes horaires et indexation des salaires sur la hausse des prix), la mobilisation porte sur deux points : contre la délocalisation de certains ateliers – l’objectif de la direction est de constituer des filiales où les salaires et les conditions de travail seraient nettement inférieurs à ce qui existe aujourd’hui dans l’usine, et contre l’intensification des cadences de travail.

Parti des ateliers où se fait le montage des sièges des voitures, le mouvement s’est étendu à d’autres ateliers. Les formes d’action sont diversifiées : en premier lieu, les ouvriers refusent les surcharges de travail et appliquent strictement les normes en vigueur, provoquant un important retard dans la finition de plusieurs milliers de voitures, en second lieu, ils ont organisé une grève d’avertissement le 10 octobre. Aujourd’hui les travailleurs regroupés autour de *Edinstvo* sont bien décidés à poursuivre leur action.

Cette mobilisation intervient alors que des pourparlers sont en cours entre la direction d’Avtovaz et la firme américaine *General Motors*.

Congrès de la fédération syndicale *Zachtchita*

Les 7 et 8 octobre, dans la ville de Samara, s'est tenu le deuxième congrès de l'union syndicale *Zachtchita*. Les délégués venaient des régions suivantes : Nijni-Novgorod, Astrakhan, Moscou, Samara, Kirov, Saint-Pétersbourg, Bachkortostan, Khakassa, République des Komis, Sibérie, Kouzbass. Les délégués ont voté les résolutions suivantes : soutien au projet de réforme du code du travail Avaliani-Shein, organisation le 1^{er} décembre d'une journée d'actions unitaires contre la remise en cause des droits des salariés, soutien à la grève des salariés d'*Edinstvo* à VAZ, renforcement de la politique de communication et de collaboration avec d'autres organisations " progressistes " de Russie et de l'étranger. A été proclamé le refus de subordination à une quelconque structure partisane. Enfin, il a été décidé d'accorder une attention particulière à la négociation des conventions collectives.

Renforcement de l'Etat policier

Le 25 juillet dernier le Ministère des Communications a édicté une ordonnance facilitant les écoutes téléphoniques et l'espionnage des communications électroniques, obligeant en particulier les opérateurs des communications à mettre en place des installations adaptées à ces fins, sans précision de durée ou de motivation. Cette mesure a été jugée anticonstitutionnelle par le Tribunal Suprême, ce qui ne garantit pourtant pas sa non application.

Tchoubaïns prend la population en otage

Le groupe EES, dirigé par A.Tchoubaïns, détient le monopole de l'approvisionnement en électricité et en eau chaude. Affichant l'objectif d'obliger les débiteurs à s'acquitter de leur facture et visant à " l'adaptation aux prix du marché ", la direction du groupe ordonne de plus en plus souvent la cessation de l'approvisionnement, laissant des villes ou villages entiers dans le noir et le froid. En fait, les habitants, qui ne sont pas les plus mauvais payeurs, paient le prix des dettes accumulées par les entreprises et les administrations. A l'approche de l'hiver, de nombreuses actions (meetings, blocages de route) ont eu lieu pour signifier le refus des habitants d'accepter une telle situation. Ainsi, en octobre, s'est tenu un meeting dans la région de Tver, a été organisé un blocage d'autoroute dans la région de Nijni-Novgorod, les enseignants d'une dizaine d'établissements scolaires de la région d'Ekaterinbourg ont cessé le travail faute de chauffage, etc.

Le 1^{er} décembre sera une journée de mobilisation dans toute la Russie contre le projet de Code du travail proposé par le gouvernement. A cette occasion les travailleurs de Russie et leurs organisations lancent un appel à la solidarité internationale.

les messages et motions de soutien à l'action du 1^{er} décembre peuvent être transmis au *Messageur Syndical* qui fera suivre.

APPEL À SOLIDARITÉ POUR LA PARTICIPATION DE MILITANTS SYNDICALISTES RUSSES AU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ À NICE À L'OCCASION DU SOMMET DE L'UNION EUROPÉENNE.

Les syndicats français et européens, les organisations de chômeurs, ATTAC et un grand nombre d'autres organisations appellent à une manifestation à Nice, le 6 décembre. Il est important que des militants syndicalistes venus de Russie soient présents. Pour financer le voyage de quatre syndicalistes russes, venus de différentes régions de Russie, il faut rassembler : **12 000 F.** Chèques à l'ordre des *Nouvelles Alternatives Transeuropéennes* (mention *Messageur syndical* au dos), à l'adresse du *Messageur*.

FEMMES EN RUSSIE. Inégalité, chômage, violences

Elizaveta Bojkova est responsable du Forum indépendant des femmes, une des principales ONG de femmes de la Fédération de Russie. Elle a participé en juin 1999 aux rencontres internationales qui se sont tenues à Paris à l'initiative d'ATTAC. Elle répond à trois questions sur la situation des femmes aujourd'hui en Russie.

Messenger Syndical. *Dans quelle mesure peut-on dire que les femmes sont les premières victimes de la crise sociale et économique actuelle en Russie ?*

Elizaveta Bojkova. L'article 18 de la Constitution de la Fédération de Russie, adoptée en 1993, déclare que les hommes et les femmes sont égaux pour ce qui est des droits et des libertés, et que cette égalité vaut pour la mise en pratique de ces droits et libertés. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes pour ce qui est de l'éducation, de l'accès à la propriété, qu'il s'agisse d'un logement, de la terre ou encore de toute autre forme de propriété. Elles peuvent être élues dans les différents instances de pouvoir et participer à la gestion des affaires publiques à tous les niveaux.

Il n'en reste pas moins que dans la réalité la situation des femmes est sensiblement différente de celle que proclame la loi fondamentale de la Fédération de Russie. Cette inégalité de fait des femmes en Russie a des racines historiques.

Au cours des dix dernières années, la situation des femmes en Russie s'est dégradée de façon brutale, en relation directe avec les changements intervenus sur le plan social et économique :

1. Traditionnellement, en Russie, les femmes travaillent dans la sphère des services. Au cours des dix dernières années, la proportion des femmes dans ce secteur a fortement diminué. Le commerce, l'alimentation, mais aussi les assurances et les secteurs financier et bancaire sont devenus des secteurs de travail masculin, car les salaires y sont beaucoup plus élevés que par le passé, et il est socialement valorisé d'y travailler.
2. L'emploi des femmes a encore augmenté dans les professions et les secteurs de l'économie où les salaires sont particulièrement bas.
3. Les grilles de salaires des femmes sont inférieures de deux à trois échelons à celles des hommes.
4. Le salaire des femmes est de 30% inférieur à celui des hommes.
5. Les femmes ayant une formation supérieure ne trouvent pas d'emplois correspondant à leur qualification. Elles n'ont pas accès à des postes de cadres. Elles travaillent à domicile ou font du commerce dans les rues.

La situation économique en Russie a entraîné la disparition des emplois pour les femmes ayant une formation supérieure ou une qualification professionnelle élevée. Sur les 7,8 millions d'emplois supprimés entre 1990 et 1998, 80% étaient occupés par des femmes.

Le marché du travail en Russie a pour caractéristique le fait que les femmes sont écartées du secteur légal vers le secteur informel criminalisé (micromarchés, commerce dans les rues, prostitution). Réduites à une forme d'esclavage dans des structures criminalisées, elles perdent leur dignité et ce droit fondamental qu'est le droit à un travail. L'Etat n'intervient plus dans la réglementation du travail et ne veille plus au respect de la législation du travail. Plus de 9 millions de personnes travaillent aujourd'hui dans le secteur informel, souvent sans contrat, sans salaire légal, avec l'interdiction pour les femmes d'être enceinte, sans versement des allocations et indemnités et sans garantie de toucher un jour une retraite.

Le chômage caché, le travail à son compte et le travail à domicile portent atteinte au statut social des femmes. Cela renforce leur position traditionnelle d'infériorité, accentue la non-visibilité et la non reconnaissance de leur travail.

Les privatisations et la redistribution de la propriété ont fait que les petites entreprises où sont concentrées les femmes, qu'il s'agisse des travailleuses ou des responsables de l'entreprise, sont absorbées par les plus grosses entreprises. Il n'y a quasiment pas de femmes entrepreneurs. Cela renforce encore la marginalisation du travail des femmes et la remise en cause de leur droit à diriger une entreprise.

Dans cette période très dure de transition à l'économie de marché, les femmes sont les plus touchées par les processus négatifs en cours ; victimes d'une discrimination sur le marché du travail, elles subissent de plus, en tant que femmes, toutes sortes de vexations et d'humiliations. Les femmes constituent la majorité des chômeurs et des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

A titre indicatif, en 1998, les filles représentaient 59,3% des chômeurs de moins de 18 ans, et

70,2% des chômeurs ayant entre 18 et 24 ans. Les femmes représentent 67,3% des chômeurs ayant une formation supérieure, et 77,1% des chômeurs ayant une formation secondaire spécialisée.

MS. *Quelles sont les formes de résistance ? Quelle place y occupent les syndicats, les organisations de femmes, les autres organisations sociales ?*

E.B. Conscientes de la complexité de leurs problèmes spécifiques, les femmes se regroupent dans différents mouvements et associations pour défendre leurs droits de membres à part entière de la société.

A côté des conseils de femmes, traditionnellement rattachés aux administrations des entreprises et des entités territoriales, il existe en Russie des ONG de femmes. Plus de 600 organisations sont enregistrées auprès du Ministère de la Justice ; dans les régions de Russie il existe un grand nombre d'organisations de femmes, selon certaines sources, elles seraient au nombre d'environ 15 000.

Ces organisations ont des intérêts et des objectifs très variés. Beaucoup développent des programmes de formation, de sensibilisation des femmes à leurs droits et d'aide à la reconversion au nouveau marché du travail. Certaines organisations offrent des consultations juridiques sur différentes thèmes, d'autres font des enquêtes et des recherches sur la situation des femmes.

Il y a des organisations qui concentrent toutes leurs activités sur un problème, comme, par exemple, *l'Association des centres d'urgence d'aide aux femmes victimes de violences domestiques* ou encore *l'Association du Planning familial*. Des associations s'occupent de la prostitution et du commerce des personnes. Il existe enfin des associations professionnelles de femmes, comme *l'Association des femmes fermiers*, celle des femmes journalistes ou encore des femmes juristes.

Le rôle des syndicats dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses est considérablement réduit, les nouveaux syndicats indépendants sont encore très peu nombreux. Dans les syndicats il y a toujours eu une commission femmes, mais, de façon générale, elles ne s'occupaient que de questions d'assistance sociale (bons de vacances, allocations, camps d'été pour les enfants, etc.). Ce n'est que ces dernières années que les nouveaux syndicats ont commencé à s'intéresser à la situation des femmes, à l'activité des organisations de femmes et à la défense des droits spécifiques des femmes travailleuses. Ils ont créé des commissions, des comités ou encore des secteurs qui s'occupent de ces problèmes. Une collaboration s'est mise en place entre les nouveaux syndicats et les organisations de femmes. Ces dernières cherchent à associer des représentants des syndicats à leurs initiatives.

MS. *Avec la dégradation de la situation socio-économique, on assiste à une montée de la violence dans toutes les domaines de la vie. Comment cela se traduit pour les femmes ?*

EB. Dans les conditions de la crise économique actuelle, on assiste, parallèlement à la paupérisation de la population, à une montée des tensions, du stress, de l'agressivité, ce qui rejait sur la situation des femmes.

Alors que les femmes sont de plus en plus rejetées hors de la sphère économique et politique, la violence à l'encontre des femmes en Russie reste un phénomène chronique et généralisé. Mais il est extrêmement difficile d'avoir une vue d'ensemble de la situation. Il n'existe toujours pas de statistique concernant les violences au sein de la famille. On sait simplement que 80% des crimes violents sont commis au sein des familles, que 30 à 40% des crimes de sang concernent des membres d'une famille, des actes de violence (sous une forme ou sous une autre) existent dans une famille sur quatre. Le projet de loi sur " la prévention de la violence domestique " n'a toujours pas été adopté.

Les organisations de femmes et les centres d'urgence (23 centres financés par l'Etat et 32 centres indépendants) insistent sur le fait que la violence dans la famille n'est pas une affaire privée, mais un problème social aigu.

Rédaction : Karine Clément, Denis Paillard

Pour toute correspondance : *Message syndical* c/o K.Clément 98 avenue de Saint Ouen, 75 018 Paris Email : <carine_clement@hotmail.com>